

(N° 128.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1925.

Projet de loi sur les distributions d'énergie électrique (1).



RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

MESSIEURS,

Le Sénat, en séance du 21 janvier, a terminé l'examen de cet important projet de loi. L'ensemble des dispositions juridiques et techniques qui en font l'objet a recueilli son approbation unanime sauf une abstention. Seuls l'article 7 et l'article 8, relatifs aux droits de contrôle et d'approbation réservés aux pouvoirs publics, ont été amendés.

Voulant faire connaître à la Chambre les motifs qui ont inspiré le Sénat, nous croyons devoir mettre sous ses yeux le texte du rapport présenté par l'honorable M. Carpentier, au nom de la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

« Les conditions techniques générales de la distribution exploitée en régie par la commune ou par l'association de communes sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

» Exception est faite pour les communes de plus de 5,000 habitants.

» Les taux des redevances que les autres distributeurs peuvent avoir à payer du chef des fournitures qui sont comprises dans la catégorie B, et effectuées en concurrence avec la régie, seront soumis à l'avis de la Députation permanente.

» Par l'adoption de cet article, sur la proposition de la Section centrale, la Chambre a soustrait à l'approbation de l'administration centrale, les conditions techniques pour toutes les communes de plus de 5.000 habitants et à l'approbation de la Députation permanente les conditions commerciales pour toutes les communes.

(1) Projet amendé par le Sénat, n° 110.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Anseele, de Wouters d'Oplinter, Lemonnier, Piérard, Pussemier, Van Belle.

» Le Gouvernement dans son projet de loi avait, au contraire, soumis toutes les conditions techniques et les conditions commerciales à l'approbation de la Députation permanente et à l'approbation du pouvoir central.

» Pour quelles raisons a-t-on modifié le texte primitif? Les partisans du nouveau texte estiment que les communes de plus de 5,000 habitants possèdent toutes un service technique. Nous ne partageons pas cette manière de voir, car s'il est vrai que le service technique existe, il faut pourtant admettre que les agents qui en font partie ne possèdent pas toujours la compétence voulue en matière d'électricité, et notamment pour l'étude et l'examen d'une distribution et l'établissement d'un réseau électrique.

» Comme le Ministre l'a fait valoir à la Chambre, la suppression du contrôle des conditions techniques constitue un risque au point de vue de la sécurité, de la régularité, de la continuité de la fourniture, ainsi que de l'économie générale des distributions.

» Il est d'ailleurs indispensable qu'on établisse une standardisation, non seulement du matériel, mais aussi des modes de distribution. La fréquence du courant notamment devrait être identique. Si ces conditions ne sont pas observées, ce que seul le pouvoir central peut réaliser, on compromettrait l'interconnexion des réseaux. D'ailleurs, en soumettant à son contrôle les conditions d'ordre général, le Gouvernement n'a qu'un but, celui d'éviter aux communes des erreurs qui pourraient avoir des conséquences fâcheuses sur l'électrification d'une région; c'est guidé par le souci de l'intérêt général que le contrôle doit être exercé.

» Le texte voté par la Chambre des Représentants conduit, par son dernier aléa à une innovation un peu attendue.

» En effet, la commune était tenue de prendre *l'avis* de l'autorité supérieure, mais nullement de se conformer à cet avis. Cette innovation ne se justifie en rien et constituerait une anomalie dans notre droit public.

» En ne disant rien des conditions commerciales, et notamment *du tarif* que le consommateur devra payer, le législateur laisserait la question dans un *statu quo* plein d'ambiguïté.

» On se décide, enfin, à établir le statut juridique des distributions d'énergie électrique; il convient que tous les points restés obscurs dans le régime actuel soient élucidés.

» Parmi ceux-ci se trouve la détermination de l'autorité compétente pour approuver les tarifs des régies aussi bien que des concessionnaires.

» Le Département de l'Intérieur, dans ses circulaires ministérielles, a estimé que l'article 81 de la loi communale est applicable. Les auteurs des *Pandectes* estiment, au contraire, que ce ne sont les articles 76, 5°, et 77, 5°, qui doivent être appliqués.

» Même si nous admettons la thèse la plus favorable à l'autonomie communale, c'est-à-dire l'application de l'article 81, nous constatons que pour les communes de moins de 5,000 habitants, l'approbation de la Députation permanente est nécessaire, et pour celles de plus de 5,000 habitants, la même approbation est nécessaire lorsque les actes ont pour objet une valeur de plus de 20,000 francs, ce qui sera toujours le cas pour des distributions d'énergie électrique des grandes communes.

» Donc, en ne disant rien dans la loi, on n'exonère pas les communes de l'obligation de faire approuver par l'autorité supérieure le tarif de vente de l'énergie électrique; mais en refusant d'ouvrir à celle-ci un recours au Roi contre les décisions des Députations permanentes, loin de favoriser l'autonomie communale, on l'entrave.

» La province est appelée à jouer un rôle important dans l'électrification des campagnes et déjà on voit dans le Limbourg, la province d'Anvers, la Flandre Orientale, la Flandre Occidentale, le Luxembourg, la province de Liège et le Brabant l'action de la province se développer d'une manière effective.

» Cette situation peut ne pas être sans danger pour l'autonomie communale, car, dans bien des cas les intérêts de la province et de la commune seront en opposition et il serait sage d'ouvrir à la commune un recours contre les décisions de la Députation permanente qui se trouverait être juge et partie dans un conflit; et cela aussi bien s'il s'agit de régies (art. 7) que de concessions (art. 8).

» Le texte proposé à l'avantage de bien préciser que c'est le tarif maximum et le taux des redevances qu'il y a lieu de faire approuver, le texte primitif du Gouvernement parlant des « conditions commerciales » était un peu imprécis à cet égard et pouvait faire craindre aux communes une ingérence excessive.

» Quant à l'article 8, il y a lieu de signaler que le texte voté par la Chambre voulait que le procès-verbal accompagné de la décision du collège des bourgmestre et échevins fut approuvé par l'autorité supérieure. C'est la décision qui doit être approuvée et être accompagnée du procès-verbal. En outre, l'approbation des cahiers des charges ou l'utilisation du cahier des charges-type (prévu à l'art. 21) sont, dans le texte de la Chambre, admis comme incidentes. Il nous a paru préférable de faire figurer bien en évidence le principe de l'adjudication et de l'approbation du cahier des charges. »

Votre Section centrale n'a pas cru pouvoir adopter sans observation les arguments de l'honorable rapporteur et la décision conforme du Sénat.

Un membre estime que les dispositions nouvelles des articles 7 et 8 portent entrave à l'indépendance des communes dont les principales, tout au moins, ont toujours revendiqué leur entière liberté pour la fixation des conditions techniques et commerciales des régies et des concessions. A quoi il a été répondu que la loi communale, strictement interprétée, soumet les municipalités dans la plupart des cas visés par la loi actuellement en discussion au contrôle sans appel des députations permanentes. L'honorable rapporteur du Sénat a fait ressortir que la législation nouvelle écarte tout danger d'arbitraire, puisqu'elle ouvre aux communes un recours au Roi qui n'est pas inscrit dans la loi communale.

Examinant l'article 7, un membre a exprimé le désir de voir l'exception établie en faveur des communes de plus de 50.000 habitants, étendue aux associations de communes comprenant dans leur ensemble une population atteignant le même chiffre. Il estime, en effet, que de tels groupements pourront avoir à leur disposition un service technique sérieusement organisé et que, collectivement, leurs magistrats communaux donnent des garanties de compétence certainement égales à celles que peut offrir l'administration unique d'une ville de plus de 50,000 habitants. On peut faire remarquer à ce sujet que le recours au Roi aurait l'avantage

de soustraire, dans certains cas, les petites communes à l'influence dominante des grandes agglomérations qui pourraient acquérir une prépondérance excessive dans les associations intercommunales.

* *

Le Sénat a, en outre, apporté au texte flamand quelques modifications visant uniquement à donner à celui-ci une forme plus correcte et plus précise.

* *

Votre Section centrale prenant en considération l'importance primordiale que présente pour le développement de notre industrie nationale une prompte réforme de notre législation sur les distributions électriques et redoutant d'en voir ajourner indéfiniment la réalisation, vous propose, malgré les réserves formulées ci-dessus, l'adoption du texte voté par le Sénat.

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

M. PIRMEZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1925.

Wetsontwerp op de electriciteitsvoorziening (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

Ter vergadering van 21 Januari heeft de Senaat de beraadslaging over dit gewichtig wetsontwerp geëindigd. De juridische en technische bepalingen van dit ontwerp hebben de algemeene goedkeuring dezer vergadering, mits ééne onthouding, verworven. Alleen de artikelen 7 en 8, betreffende de rechten van contrôle en goedkeuring aan de openbare machten voorbehouden, werden gewijzigd.

Daar wij er aan houden, aan de Kamer kennis te geven van de redenen die den Senaat hebben geleid, meenen wij den tekst van het verslag, namens de Commissie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, uitgebracht door den achtbaren heer Carpentier, U te moeten voorleggen :

« De algemeene technische voorwaarden der verdeelingsonderneming, in regie door de gemeente of door de vereeniging van gemeenten geëxploiteerd, zijn onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

» Uitzondering wordt gemaakt voor de gemeenten van meer dan 5.000 inwoners.

» Het beloop der retributies dat de overige verdeelers mochten te betalen hebben wegens leveringen vervat in de reeks B, en die in mededinging met de regie werden gedaan, worden aan het advies van de Bestendige Deputatie onderworpen.

(1) Ontwerp door den Senaat gewijzigd, n° 110.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Anseele, de Wouters d'Oplinter, Lemonnier, Piérard, Pussemier, Van Belle.

» Door, op voorstel van de Middenafdeeling, dat artikel aan te nemen, heeft de Kamer aan de goedkeuring van het hoofdbestuur de technische vereischten onttrokken voor al de gemeenten met meer dan 5,000 inwoners en aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie de handelsvereischten voor al de gemeenten.

» De Regeering had echter in haar wetsontwerp al de technische en handelsvereischten aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie en van het hoofdbestuur onderworpen.

» Om welke redenen werd de oorspronkelijke tekst gewijzigd? De voorstanders van den nieuwen tekst achten dat de gemeenten met meer dan 5,000 inwoners alle een technischen dienst bezitten. Deze meening zijn wij niet toegedaan, want, zoo het waar is dat de technische dienst bestaat, moet men toch toegeven dat de beambten die daarvan deel uitmaken niet steeds de noodige bevoegdheid bezitten op het gebied van electriciteit, en namelijk voor de studie en het onderzoek van eene leiding en het aanleggen van een net.

» Zooals de Minister het in de Kamer zegde, is de afschaffing van het toezicht op de technische vereischten een gevaar met het oog op de veiligheid, de regelmatigheid, de bestendige levering, alsmede op de algemeene economie der electriciteitsvoorziening.

» Het is trouwens onontbeerlijk dat een standarisceering wordt ingevoerd niet alleen van het materieel, maar ook van de wijzen van voorziening. De stroomwisseling zou moeten identisch zijn. Worden deze vereischten niet nagekomen, wat alleen het centraal bestuur vermag, dan loopt de onderlinge verbinding der netten gevaar. Trouwens, met de algemeene vereischten aan toezicht te onderwerpen, heeft de Regeering slechts één doel, de gemeenten dwalingen te sparen die voor de electrificatie van eene streek nadeelige gevolgen konden hebben. Geleid door het algemeen belang, moet dus het toezicht worden uitgeoefend.

» De tekst door de Kamer goedgekeurd bevat in zijn laatste lid een onverwachte nieuwigheid.

» De gemeente is inderdaad gehouden het advies in te winnen van de hoogere overheid, maar moet daarmee geen rekening houden. Deze nieuwigheid is niet te rechtvaardigen en ware een ongerijmdheid in ons Staatsrecht.

» Met niets te reppen over de handelsvoorwaarden, en namelijk over het *tarief* dat de verbruiker moet betalen, zou de wetgever het vraagstuk in een hoogst dubbelzinnig *statu quo* laten.

» Ten slotte besluit men den rechtstoestand der electriciteitsvoorziening te regelen; het past dat al de punten die in het tegenwoordig stelsel duister zijn gebleven, worden opgelost.

» Onder meer de bepaling van de overheid die bevoegd is om de tarieven der gemeentebedrijven evenals van de concessiehouders goed te keuren.

» Het Departement van Binnenlandsche Zaken, in ministerieele omzendbrieven, heeft de meening uitgedrukt dat artikel 81 der gemeentewet van toepassing is. De opstellers der *Pandectes* daarentegen achten dat enkel de artikelen 76, 5^o en 77, 5^o moeten worden toegepast.

» Zelfs zoo wij ons bij de voor de gemeentelijke zelfstandigheid meest gunstige stelling aansluiten, en wel de toepassing van artikel 81, dan zien wij dat voor de gemeenten met minder dan 5.000 inwoners, de goedkeuring der Bestendige Depu-

tatie vereischt is, en voor die met meer dan 5.000 inwoners is dezelfde goedkeuring vereischt, wanneer de akten over een hoogere waarde dan 20.000 frank loopen, wat steeds het geval zal zijn voor de electriciteitsvoorziening in de groote gemeenten.

« Met dus daarover in de wet niet te spreken, ontslaat men de gemeenten niet van de verplichting door de hoogere overheid het verkooptarief van electrische kracht te doen goedkeuren; maar met aan dezen het recht te ontzeggen een beroep op den Koning te doen tegen de beslissingen der Bestendige Deputatiën, belemmert men de gemeentelijke zelfstandigheid in stede van haar te bevorderen.

» De provincie is geroepen eene groote rol te spelen in de electrificatie van het platteland en reeds ziet men in Limburg, Antwerpen, Oost- en West-Vlaanderen, Luxemburg, Luik en Brabant de actie der provincie zich krachtig uiten.

» Deze toestand is niet zonder gevaar voor de gemeentelijke zelfstandigheid want, in vele gevallen, zullen de belangen van provincie en gemeente in strijd zijn, en het ware wijs aan de gemeente een recht van beroep te laten tegen de beslissingen der Bestendige Deputatie die rechter en partij in een geschil zou kunnen zijn; en dit geldt zoowel voor de gemeentebedrijven (art. 7) als voor de concessiën (art. 8).

» De voorgestelde tekst levert dit voordeel op dat hij op juiste wijze het maximum-tarief en het bedrag der goed te keuren retributies bepaalt, terwijl de oorspronkelijke tekst der Regeering enkel sprak van « handelsvereischten » en wat onduidelijk was in dit opzicht, zoodat de gemeenten voor overdreven bemoeienis mochten beducht zijn.

» Wat *artikel 8* betreft, mag er worden op gewezen dat de tekst door de Kamer aangenomen wilde, dat het proces-verbaal gevoegd bij het besluit van het College van burgemeester en schepenen door de hoogere overheid zou worden goedgekeurd.

» Het is het besluit dat moet worden goedgekeurd en waarbij het proces-verbaal moet worden gevoegd.

» Bovendien komen de goedkeuring van de lastkohieren of de benutting van model-lastkohieren (voorzien bij *artikel 21*) slechts in den tekst van de Kamer als bijzaak voor. Wij hebben verkozen het beginsel van de aanbesteding en de goedkeuring van de lastkohieren meer op het voorplan te brengen. »

Uwe Middenafdeeling was niet van gevoelen, dat zij de argumenten van den achtbaren verslaggever alsmede de eensluidende beslissing van den Senaat, zonder aanmerking kon aannemen.

Een lid is van meening, dat de nieuwe bepalingen van de artikelen 7 en 8 hinder stellen aan de zelfstandigheid der gemeenten, waarvan ten minste de aanzienlijkste steeds hunne volledige vrijheid hebben opgeëischt in zake de vaststelling der technische- en handelsvereischten voor de gemeentebedrijven en voor de concessiën. Waarop werd geantwoord dat, luidens de strenge verklaring der gemeentewet, de gemeenteraden in meestal de gevallen door de aanhangige wet voorzien, worden onderworpen aan de contrôle der Bestendige Deputatie en wel zonder beroep. De achtbare verslaggever van den Senaat deed opmerken, dat de nieuwe wet alle gevaar van willekeur weert, vermits zij de gemeenten machtigt

in beroep te komen bij den Koning, bepaling die in de gemeentewet niet voorkomt.

Bij het onderzoek van artikel 7, heeft een lid den wensch uitgedrukt dat de uitzondering, gemaakt ten gunste der gemeenten boven de 50.000 inwoners, zou worden uitgestrekt tot de vereenigingen van gemeenten waarvan de gezamenlijke bevolking dit cijfer bereikt. Het lid meent, inderdaad, dat dergelijke groepeerings over een technischen dienst kunnen beschikken, die ernstig is ingericht, en dat hunne gemeentebestuurders, gezamenlijk genomen, ongetwijfeld even degelijke waarborgen van bevoegdheid opleveren als het enkelvoudig gemeentebestuur eener stad met meer dan 50.000 inwoners. Op dat stuk kan men doen opmerken, dat het beroep bij den Koning dit voordeel zou opleveren, dat in sommige gevallen de onaanzienlijke gemeenten aan den overheerschenden invloed worden onttrokken der groote agglomeratie's die eene overdreven macht in de intercommunale vereenigingen zouden kunnen verkrijgen.

* .

De Senaat heeft bovendien enkele wijzigingen gebracht in den Vlaamschen tekst, enkel om dezen een meer juist en nauwkeurigen vorm te geven.

* * .

Met het oog op het overgroot belang dat eene spoedige hervorming onzer wetgeving op de electriciteitsvoorziening oplevert voor de uitbreiding onzer nationale industrie en ten einde deze verwezenlijking niet langer te verdragen, stelt uwe Middenafdeeling, ondanks de hooger uitgebrachte aanmerkingen, U voor, den tekst door den Senaat aangenomen, goed te keuren.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.
